

POURQUOI L'ÉCOLE A BESOIN D'UN PLAN D'URGENCE ?

Un criant besoin de moyens

Certes des postes sont créés chaque année dans les écoles et la promesse du dédoublement des CP et CE1 en éducation prioritaire quasiment réalisée mais à quel prix ? **La pénurie de remplaçant-es s'aggrave**, la quasi-totalité des postes d'enseignants et enseignantes surnuméraires a été supprimée, **les réseaux d'aides** - Rased - nécessaires aux élèves en difficulté sont toujours aussi **décimés** et **les classes**, hormis celles dédoublées en éducation prioritaire, **toujours aussi chargées**. Le primaire n'a pas les moyens de remplir convenablement sa mission de service public.

Une formation indigente

Enseigner, c'est un métier comme l'a montré très largement la période du confinement au printemps dernier. Et pour bien faire un métier, **il faut une formation exigeante et ambitieuse** au début et tout au long de sa carrière. La formation continue est toujours réduite à peu de chagrin tandis que la réforme à venir de la formation initiale préparerait encore moins bien les jeunes enseignant-es aux exigences et aux réalités du métier.

Une insécurité sanitaire dans les écoles

En septembre, le ministre a rendu le protocole sanitaire moins strict, empêchant le respect des gestes barrières notamment de distanciation physique et de non brassage, et nie toujours la réalité de la situation épidémique dans les écoles. **Recruter des enseignant-es permettrait** de réduire les effectifs de chaque classe et de **diminuer ainsi les risques de transmission du virus** en milieu scolaire.

La disparition programmée de l'éducation prioritaire

Depuis le premier confinement, **les inégalités sociales se sont accrues**. Dans le même temps, le ministère prévoit la fin pure et simple de tout un pan de la politique nationale d'éducation prioritaire, marquant ainsi un désengagement supplémentaire de la lutte contre les inégalités scolaires... **Il faut au contraire conforter et renforcer l'éducation prioritaire** dans les quartiers prioritaires tout en répondant aux besoins des autres territoires, notamment dans le rural, **pour lutter efficacement contre l'échec scolaire**.

Une politique éducative néfaste

Depuis son bureau, le ministre Jean-Michel Blanquer bouleverse l'école par ses prises de décisions sans prendre en compte le terrain. **Dernière attaque avec l'école maternelle** où un nouveau projet prévoit un bouleversement complet de cette première école avec notamment l'instauration de tests : quelle prise en compte du bien-être du jeune enfant découvrant l'école ? Une méthode de lecture officielle est en projet, qui s'avère finalement un recyclage de très vieilles méthodes alors que l'enjeu de **l'accès à la lecture pour l'ensemble des élèves n'est pas une affaire de manuel** mais bien de moyens et de formation des enseignants et enseignantes. Ces deux exemples parmi d'autres démontrent la déconnexion totale entre le ministère et la réalité de l'école.

Le métier d'AESH non reconnu

Pour réussir l'inclusion scolaire et accompagner des enfants en situation de handicap, il faut des AESH formé-es, titularisé-es et sorti-es de la précarité. Ils et elles sont actuellement **rémunéré-es 740€ net pour 24 heures de travail exigeant par semaine et sans bénéficiaire de la formation nécessaire**. Faute de candidats et de candidates, de nombreux enfants se retrouvent sans accompagnant-e.

[#unplandurgencepourlecole](https://twitter.com/unplandurgencepourlecole)